



ASSEMBLÉE
NATIONALE
Christian BAPTISTE
Elie CALIFER
Députés de la Guadeloupe

Paris, le 4 décembre 2024

**Lettre ouverte à la population de la 2^{ème} et de la 4^{ème} circonscription de la
Guadeloupe**

Chère population de la 2^{ème} et 4^{ème} circonscription de la Guadeloupe,
Concitoyennes, Concitoyens,

La censure, pouvons-nous faire autrement ?

En ces temps où **notre République montre ses plus grands signes d'instabilité**, nous, forts des mandats que vous nous avez respectivement confiés pour porter les voix de nos circonscriptions au sein de la représentation nationale, avons estimé nécessaire de nous adresser à vous.

Depuis 2022, les gouvernements successifs du président Macron n'ont cessé de recourir au 49.3 pour dégrader les politiques sociales de la France dans son entièreté. Tout comme la réforme des retraites, les projets de loi de financement de la sécurité sociale de 2023 et de 2024 ont été adoptés par la voie du 49.3 sans que la situation des hôpitaux, des libéraux, des retraités, des plus précaires et des entreprises ne s'en trouve améliorée. Elles n'ont pourtant pas plus permis à la France de se dégager de sa dette colossale. Bien au contraire, comme la Cour des comptes a pu le démontrer.

Un Gouvernement qui ne veut pas entendre les Outre-mer

Pour ce qui est des Outre-mer, la situation de nos territoires ne s'est, elle aussi, guère améliorée. Malgré la **répétition des crises**, le constat est, d'un océan à un autre, toujours le même : le **taux de pauvreté**, les **prix des produits de grande consommation**, le **prix des billets d'avion** ne cessent de croître. À ce lugubre paysage économique et en dépit de nos sollicitations, s'ajoute une insupportable **montée de la violence en tous genres** qui a elle-même pour effet de faire fuir les investisseurs et assureurs de nos territoires.

À ces problématiques clairement identifiées, quelles réponses de long terme l'État a-t-il aujourd'hui accordées à nos territoires ? Pourquoi ne voit-on toujours pas arriver de grandes lois pour l'Outre-mer ?

LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

On ne peut s'enorgueillir de dire que la France est la deuxième puissance maritime mondiale sans même prendre la peine de voir que, dans chacune de ces mers, se déroulent des situations qu'on ne verrait jamais naître en France hexagonale. **Notre résilience est le résultat d'habitudes anormalement prises.** Les difficultés que nous rencontrons avec les pénuries d'eau en sont le parfait exemple.

Dès lors, devons-nous, nous ultramarins portés par l'ardente volonté de défendre l'avenir de nos territoires, rechigner à rejeter ce budget ?

Quelle autre alternative que la censure s'offre à nous ?

Ce rejet n'est bien évidemment pas un acte de représailles. Mais, il est bon de préciser que, avant d'en arriver là, vos députés ultramarins ont tout fait pour éviter une telle crise : le Premier ministre n'a pris le temps de nous recevoir malgré nos demandes et son Gouvernement a quasi-systématiquement écarté toutes nos propositions pourtant guidées par **deux préoccupations majeures : exonérer d'effort les classes populaires et les classes moyennes d'une part et mettre à contribution les plus aisés, les très grandes entreprises et le monde de la finance d'autre part.** Ces préoccupations n'ont pas été entendues et, en un an, le **budget des Outre-mer a baissé de plus de 400 000 millions d'euros.**

Ne pas déposer de motion de censure, c'était permettre au gouvernement de désindexer les pensions de retraite, de dérembourser les médicaments et les consultations médicales, c'était fragiliser les assurés sociaux, les malades, les retraités, les hôpitaux et les EHPAD. **On ne peut se résoudre à cette politique : ce n'est, on en est certain, pas le mandat que vous avez voulu nous accorder.**

Enfin, l'agitation politique de ces derniers jours a cherché à faire croire que le rejet du budget de la Sécurité sociale paralyserait le pays, ne laissant place qu'à une situation de chaos. Cette manière de faire est regrettablement manipulatrice : nous avons, dans notre droit, des mécanismes pour faire face à ce type de situation : les infirmières et infirmiers continueront donc à être payés, les cotisations pourront être prélevées, les soins et les médicaments continueront à être remboursés, les cartes Vitales fonctionneront, etc.

Ainsi, chers concitoyennes et concitoyens, ces raisons, guidées par **l'esprit de solidarité et de sincérité**, permettent à elles seules d'expliquer nos votes.

On souhaite désormais que le président de la République et le Premier ministre d'après censure, s'ouvrent au compromis et à l'échange démocratique pour une stabilité de la France et le développement des territoires ultramarins.

Christian BAPTISTE et Elie CALIFER